

>Chapitre 3

Les moyens du SAGE

Première partie : Commission et Communauté Locale de l'Eau, rôle des acteurs

La Commission Locale de l'Eau : structure décisionnelle de bassin

A l'issue de la phase d'élaboration, parachevée par son approbation préfectorale, le SAGE de la Mauldre entrera en phase d'application, dès lors :

- tous les acteurs, partenaires du domaine de l'eau sur le terrain, devront s'y référer et s'y conformer pour ce qui les concerne,
- la Commission Locale de l'Eau, qui restera l'organe légitime de décision, devra s'organiser pour faire face à la poursuite de sa mission au sein de cette phase de vie active du SAGE.

La quantité de travail nécessaire à l'élaboration du SAGE a été considérable tant en temps qu'en argent, notamment en termes de collecte et de mise en cohérence de données, de contacts et de concertation.

Les différents temps d'échanges entre acteurs et partenaires du bassin, au sein de la Commission Locale de l'Eau, et en externe à cette structure (commissions géographiques et groupes de travail thématiques) ont d'ores et déjà fait progresser la conscience collective de l'eau, et les attentes d'une plus grande cohérence dans l'action.

La mise en œuvre effective du SAGE n'est possible que grâce à ces acquis essentiels. Elle contribuera en retour à leur développement.

Dans ce cadre, le rôle du Secrétariat Technique de la Commission Locale de l'Eau, associant les services de l'Etat et des collectivités locales, sera pérennisé. Des commissions thématiques pourront associer également des représentants des usagers, des professionnels et des associations.

La réussite du SAGE dans sa phase de vie active passe, en effet, par :

- la poursuite de la mise en cohérence des savoirs et des connaissances,
- la poursuite et le développement de la pédagogie et de la sensibilisation,
- la consolidation de la concertation,
- l'évolution du comportement des acteurs et le développement de leur implication conformément aux objectifs choisis,
- le suivi de l'ensemble du projet et des résultats concrets auxquels il doit aboutir.

Cette ambition nécessite le développement et une organisation plus rationnelle des moyens actuels.

Elle conduit à proposer la création en appui à la Commission Locale de l'Eau d'un dispositif de bassin articulé autour d'une structure, d'une équipe, d'outils et de modalités d'organisation spécifiques.

La Communauté Locale de l'Eau : structure opérationnelle de bassin

La Communauté Locale de l'Eau, est un établissement public qui peut être constitué en vertu de l'article 7 de la loi sur l'eau du 3 janvier 1992 et de son décret d'application du 6 avril 1994, et exerçant tout ou partie des compétences énumérées à l'article 31 de la même loi. Parmi celles-ci, il peut être considéré que la Communauté Locale de l'Eau se voit dotée dans un premier temps des compétences actuellement non portées par les maîtres d'ouvrages actuels pour qu'une cohérence et une efficacité de bassin émergent. Cette structure pourrait ainsi assurer pour le compte de la Commission Locale de l'Eau, et sous son autorité, la maîtrise d'ouvrage de l'animation et du suivi du SAGE, ainsi que des actions d'intérêt général pour le bassin relatives à la connaissance, à la valorisation du patrimoine, à la communication.... Cette structure pourrait aussi prendre en charge en tant que maître d'ouvrage délégué certaines interventions demandées, comme par exemple en matière d'aménagement et d'entretien des cours d'eau et des zones humides, de mise en œuvre des périmètres de protection de captages, etc.

Le Comité du Bassin Hydrographique de la Mauldre et de ses Affluents (CO.BA.H.M.A.), syndicat mixte créé en 1992 est un établissement public local dont la transformation en Communauté Locale de l'Eau est possible en suivant la procédure d'auto-proclamation indiquée au Titre VI du Code Général des Collectivités Territoriales.

Les compétences actuelles du CO.BA.H.M.A., concertation, coordination des actions et des études sur le bassin versant de la Mauldre dans le domaine de l'eau, pourraient le cas échéant être étendues à cette occasion.

La Communauté Locale de l'Eau étant habilitée à émettre une redevance propre, les modalités de financement du CO.BA.H.M.A. devenu Communauté Locale de l'Eau pourraient également être redéfinies. Les besoins de financement liés à l'exécution de l'ensemble des missions de suivi et d'animation pour la mise en oeuvre du SAGE, pour le compte de la Commission Locale de l'Eau, sont estimés à environ 1MF/an.

Une équipe

Un responsable de bassin administrativement rattaché à la Communauté Locale de l'Eau mais placé sous la responsabilité du Président de la Commission Locale de l'Eau pour ce qui est du fonctionnement de celle-ci, est chargé de deux missions principales :

Mise en œuvre et le suivi des actions

- information et sensibilisation de l'ensemble des acteurs
- communication pour le grand public
- coordination et suivi des programmes d'intervention des maîtres d'ouvrages sur le bassin en matière d'eau ainsi que la coordination des aides accordées par les différents financeurs
- organisation et animation de la concertation avec les autres maîtres d'ouvrages (eau potable, assainissement, et entretien de rivière), mais aussi à l'échelle territoriale par exemple en commissions géographiques de sous-bassin
- suivi de la prise en compte par les acteurs des politiques d'urbanisme, de transports, de développement économique...des orientations et des recommanda-

tions du SAGE, ainsi que des projets qui pourraient s'imposer au SAGE et conduire à sa révision

- évaluation du SAGE visant à apprécier les écarts entre les résultats obtenus et les objectifs affichés d'une part, entre les moyens mis en place et moyens prévus d'autre part, et à proposer les éventuels ajustements de moyens

Secrétariat général

- organisation et animation des travaux de la CLE (sessions plénières et commissions thématiques – ex : usages, paysages...-)
- encadrement et instruction des avis CLE sur les projets soumis et notamment les projets d'intérêt général pour le bassin
- rédaction d'un bilan annuel portant sur l'état d'avancement de la mise en œuvre du SAGE, ainsi que sur l'activité de la CLE, l'activité des services de police de l'eau, et l'activité des partenaires et des acteurs locaux
- préparation des révisions et des actualisations du SAGE.

Un technicien de rivière assermenté administrativement rattaché à la Communauté Locale de l'Eau, il est placé sous l'autorité du responsable de bassin et chargé de :

- la définition des programmes d'entretien en concertation avec la CATER et les syndicats
- la coordination, avec les interventions du SATESE et de la CATER sur le bassin
- la surveillance des travaux réalisés en rivière
- la surveillance générale des rivières (berges, rejets, prélèvements, paysages...)
- fournir un conseil opérationnel aux acteurs pour leurs actions en relation avec les cours d'eau
- la mise en œuvre des actions liées au suivi de la rivière (stations, dispositifs de mesure, et d'observation des milieux et des usages, comme par exemple les rejets et les prélèvements).

Des outils et des modalités d'organisation

Une programmation des actions de la Communauté Locale de l'Eau (voir tableau page 91)

Les programmes d'actions opérationnels de la Communauté Locale de l'Eau traduisant les objectifs du SAGE, et portés par elle du fait de ses compétences propres ou des délégations de maîtrise d'ouvrage acceptées, seront établis annuellement pour permettre une recherche de financement coordonnée et la facilitation de leur exécution.

Types d'actions concernées (ex : dispositifs de suivi (voir ci-dessous), contrats de rivières de nappe, de berges...).

Une assistance à la programmation pour les maîtres d'ouvrages du bassin

La Communauté Locale de l'Eau apportera son assistance aux maîtres d'ouvrages du bassin pour la construction et le suivi de leurs programmes d'actions en cohérence avec les objectifs et les orientations du SAGE (ex : travaux d'assainissement, d'eau potable).

Un observatoire de la Mauldre

Il s'agit d'un outil stratégique d'amélioration et d'homogénéisation de la connaissance, et de suivi des actions engagées, et qui tiendra compte l'opinion de la population. Cet outil sera alimenté :

- d'une part par des dispositifs de recueil et d'analyse de données existants et sous responsabilité d'acteurs identifiés (DIREN, Agence de l'Eau, DDASS, Conseil Général...),
- d'autre part par des dispositifs à créer sous la responsabilité de la Communauté Locale de l'Eau par exemple.

Les informations recueillies, traduites en indicateurs de bassin, permettront a minima le suivi des objectifs et des résultats du SAGE. Les données, les plus structurantes fournies par cet observatoire, viendront alimenter un tableau de bord de pilotage du SAGE.

Dispositifs de recueil et d'analyse de données existants à renforcer

Réseau permanent de suivi des eaux superficielles (débits et qualité)

Actuellement 4 stations RNB permanentes existent sur le bassin, ainsi que 15 stations tournantes (gestion DIREN / Agence de l'Eau). Il est proposé de rendre permanentes l'ensemble des stations figurées à la carte "Qualité des eaux de surface", de généraliser la fréquence des campagnes à 10 par an, de réaliser des mesures sur 24h, et d'y suivre les paramètres physico-chimiques classiques (pollution organique, azotée et phosphatée) ainsi que certains micropolluants et la qualité bactériologique et hydrobiologique des milieux. Des inventaires piscicoles seront également pratiqués. Sur 9 stations prioritaires, un suivi « biologique » complémentaire concernera le phytoplancton, les pesticides, et d'autres micropolluants organiques et minéraux, y compris dans ce dernier cas par analyse de sédiments une fois tous les 5 ans. La structure ou organisme qui prendra en charge ce renforcement reste à préciser.

Réseau de suivi des eaux souterraines (piézométrie et qualité)

27 captages sont utilisés pour l'alimentation en eau potable. Ils exploitent les trois aquifères principaux. Ils font l'objet d'un suivi de la part du distributeur et de la DDASS. Il est proposé de densifier le réseau ainsi existant en y intégrant une partie des ouvrages abandonnés mais toujours équipés ou facilement « équipables » en dispositifs de pompage, et de mettre au point une organisation spécifique pour la gestion de ces ouvrages de surveillance.

La structure ou organisme qui prendra en charge ce renforcement reste à préciser. Elle aura également à charge de recenser toute forme de pollutions accidentelles.

Dispositifs de recueil et d'analyse de données à créer

Réseau de mesure des prélèvements en eaux superficielles et souterraines

A partir d'un inventaire de tous les captages, y compris sauvages, du bassin, il s'agit de localiser et de comptabiliser tous les prélèvements tant en eaux superficielles que souterraines.

Campagne de reconnaissance de l'état physique des cours d'eau

A partir d'une caractérisation de l'état physique du milieu (berges et lit) établie tous les 5 ans aux différentes saisons, il s'agit de suivre l'évolution de la qualité des milieux aquatiques et de l'état des zones inondables.

Dispositif de suivi de l'évolution des paysages

A partir d'une analyse périodique de prises de vue à partir de points fixes, il s'agit de tenir à jour un inventaire des points noirs, des grands paysages et éléments de paysage remarquables du bassin. Un tel dispositif pourrait trouver sa place dans un projet plus large que le seul SAGE, en liaison avec d'autres acteurs comme par exemple le CAUE.

Dispositif de suivi des usages liés à l'eau

A partir d'une analyse de fréquentation et d'enquêtes périodiques auprès des structures partenaires comme les associations, les fédérations de sports et de loisirs, de pêche, de chasse, le Comité Départemental du Tourisme. Il s'agit d'apprécier l'évolution de la relation des populations à l'eau.

Dispositif de suivi de l'évolution des prix de l'eau

A partir d'une centralisation et d'une analyse périodique des rapports produits par les distributeurs d'eau à l'échelle du bassin, il s'agit de suivre à travers le paramètre intégrateur que constitue le prix de l'eau, l'impact du SAGE sur l'économie locale de l'eau.

Dispositif de suivi des comportements des acteurs dans leurs actions liées à l'eau

A partir d'un suivi de l'adhésion et de l'application effective des conventions, chartes, préconisations, orientations, et obligations du SAGE et plus largement de la réglementation, à partir des rapports des services de la police de l'eau et de l'environnement, et des comptes-rendus d'activité du technicien de rivière et du responsable de bassin, il s'agit d'apprécier l'évolution des comportements des acteurs et leur niveau d'adhésion aux objectifs du SAGE.

Baromètre de l'opinion

A partir d'une procédure d'enquête d'opinion sur échantillon représentatif de la population du bassin, il s'agit d'évaluer tous les 2 ans l'évolution de leurs avis sur l'état du bassin, son niveau d'attractivité, les actions conduites et leurs conséquences.

Deuxième partie : Premiers éléments de programmation

Les actions présentées dans ce tableau ainsi que leurs estimations le sont à titre purement indicatif, dans l'attente de leur acceptation et de leur précision technique et financière par les différents maîtres d'ouvrages.

Récapitulatif des premières actions du SAGE	Objectif (en lien avec)	Maîtrise d'ouvrage	Estimation en F HT	Echéancier		
				2000	2001 à 2005	Au delà de 2005
Information-sensibilisation communication						
Plaquettes d'information-sensibilisation « gestion des systèmes d'assainissement »	1a	Communauté Locale de l'Eau	250 000		✓	
Guides d'information-promotion « techniques alternatives d'assainissement pluvial »	1b (2, 4)		80 000		✓	
Guides d'information-sensibilisation « bon usage des engrais et phytosanitaires »	2		100 000		✓	
Plaquettes d'information « risques d'inondation »	3		150 000		✓	
Campagnes de sensibilisation « économie d'eau et réutilisation des eaux pluviales »	5		200 000		✓	
Guides de recommandations techniques « constructions et ouvrages économes en eau »	5		100 000		✓	
Plaquettes d'information-sensibilisation « bonnes pratiques d'entretien des rivières »	7		100 000		✓	
Documents d'information-sensibilisation « charte récréative de la Mauldre »	9		150 000		✓	
Promotion d'un programme d'animation et de découverte nature pour les scolaires	9		250 000		✓	
Campagnes de promotion générale du bassin de la Mauldre dont plaquette SAGE	9, 10		300 000	✓		
Réalisation d'un site internet	9		250 000	✓		
Réalisation d'un CD ROM éducatif	9		150 000		✓	
Amélioration des connaissances et suivi						
Mise à jour des schémas directeurs d'assainissement par zone de collecte	1a, 1b, 2	Communes	2 500 000		✓	✓
Etude sur la localisation des zones à risques de pollution diffuse sur le bassin	2	Communauté Locale de l'Eau	400 000		✓	
Diagnostic de l'état des prélèvements et de leur destination sur le bassin	5 (6a)		250 000		✓	
Recensement des captages inexploités et analyse de leur devenir	6a		300 000	✓		
Recensement des secteurs d'intérêt écologique	7		180 000		✓	
Campagnes de reconnaissance de l'état physique des cours d'eau	7	Syndicats d'entretien	250 000		✓	
Inventaire exhaustif des rejets directs dans le milieu	(1a, 1b) 8	Communauté Locale de l'Eau	100 000		✓	
Renforcement du réseau permanent de suivi des eaux superficielles et souterraines	Moyens	A préciser			✓	✓
Mise en place des dispositifs de suivi et de mesures complémentaires					✓	✓
Acquisition des données de suivi			500 000 / an		✓	✓

Récapitulatif des premières actions du SAGE	Objectif (en lien avec)	Maîtrise d'ouvrage	Estimation en F HT	Echéancier		
				2000	2001 à 2005	Au delà de 2005
Organisation						
Mise en place de la Communauté Locale de l'eau, de ses moyens humains et financiers	Moyens		1 000 000 / an	✓		
Instauration d'une compétence « paysage » pour la CLE	2	Communauté Locale de l'Eau	50 000 / an	✓		
Mise en place d'un service d'assistance technique à l'assainissement autonome	7		400 000 / an		✓	
Création d'une structure intercommunale d'entretien sur le Lieutel	10		p.m.		✓	
Partenariats et contractualisation						
Convention cadre entre MO / gestionnaires de l'assainissement et activités raccordées	1a, 1b	Communauté Locale de l'Eau	p.m.		✓	
Coopération avec la profession agricole pour :			à négocier.			
▪ Application du code de bonnes pratiques	2 (6a)				✓	
▪ Promotion de techniques limitant les ruissellements et l'érosion	2 (6a)				✓	
▪ Mise en place d'un programme d'irrigation raisonnée	5					✓
▪ Gestion concertée des rives	(1b) 8				✓	
Mise en place d'un contrat de nappe sur la zone d'affleurement de la nappe de la craie	6a		à négocier			✓
Mise en place avec les PMI/PME d'un programme de réduction des consommations d'eau	6b		p.m.		✓	
Coopération avec les communes riveraines			à négocier			
▪ gestion concertée des rives	8				✓	
Négociations et contractualisation avec les riverains pour la gestion des rives	8		p.m.		✓	
Etudes préalables (gestion, aménagement et travaux)						
Bilan des plans d'épandage existants et recensement des surfaces potentielles du bassin	1a	Etat	500 000	✓		
Etudes des filières de gestion des boues du bassin	1a		150 000		✓	
Inventaire des repères de crue, nivellement et marquage	3		100 000	✓		
Etude hydraulique du système de retenues du bassin	4		750 000	✓		
Etude de faisabilité de site(s) de rétention sur le Lieutel	4		300 000	✓		
Etudes préalables à la révision des PPR et conduite de la procédure administrative	4		600 000	✓		
Etudes préalables à la mise en place d'un contrat de nappe de la Craie	6a		800 000		✓	
Achèvement de la procédure d'établissement des périmètres de protection de captages	6a		1 000 000	✓	✓	
Définition des débits biologiques minimaux sur les cours d'eau du bassin	7		150 000	✓		
Elaboration du cahier de prescriptions de requalification et d'entretien de chaque rivière	7		300 000		✓	✓
Précision des linéaires de cours d'eau concernés par les usages récréatifs	9		80 000		✓	
Etude préalable au schéma directeur paysage sur le bassin	10		300 000		✓	

Récapitulatif des premières actions du SAGE	Objectif (en lien avec)	Maîtrise d'ouvrage	Estimation en F HT	Echéancier		
				2000	2001 à 2005	Au delà de 2005
Gestion						
Incitation des MO et gestionnaires à une gestion performante des stations d'épuration	1a	Gestionnaires de l'assainissement	p.m.	✓	✓	✓
Diagnostic et bilan de fonctionnement du réseau d'assainissement (obligation)	1a		80 000 /an	✓	✓	✓
Traduction des prescriptions des PPR dans les documents d'urbanisme	3	Communes	p.m.		✓	
Schéma de vocation des captages inexploités	6a	Communauté Locale de l'Eau	250 000		✓	
Schéma directeur d'alimentation en eau potable du bassin	6b	Communauté Locale de l'Eau	500 000		✓	✓
Conduite du programme d'entretien pilote sur la Guyonne et le Lieutel	7	Communauté Locale de l'Eau	1 000 000	✓	✓	
Etablissement d'une servitude de passage permettant l'exécution des travaux d'entretien	7 (8)	Syndicats d'entretien	300 000		✓	✓
Planification des actions d'entretien conformes aux prescriptions en relation avec CATER	7	Syndicats d'entretien	p.m.	✓	✓	✓
Suppression des rejets directs dans les cours d'eau	(1a, 2) 8	Communes	à préciser	✓	✓	
Programme de maîtrise foncière des points d'accès à la rivière	8		p.m.		✓	✓
Formation paysagère des acteurs de la gestion de l'espace	10	Communauté Locale de l'Eau	p.m.		✓	✓
Gestion des données et suivi du tableau de bord du SAGE	Moyens		p.m.	✓	✓	✓
Aménagements et travaux						
Equipement haute performance épuratoire pour 2 STEP de moins de 10000Eh	1a	Maîtres d'ouvrages de l'assainissement	Coût global		✓	
Equipement haute performance épuratoire pour 7 autres STEP	1a		estimé à			✓
Equipement haute performance épuratoire pour toutes les stations du bassin	1a		plusieurs			✓
Création de capacités de rétention au niveau des zones de collecte-épuration prioritaires	1b		centaines de	✓	✓	
Equipement des autres zones de collecte-épuration	1b		millions de		✓	✓
Développement des unités de stockage complémentaires pour sécuriser l'AEP	6b	Maîtres d'ouvrage de l'AEP	Francs		✓	✓

>Glossaire

ALIMENTATION D'UNE NAPPE OU APPORT (au sens hydrogéologique)

Volume d'eau alimentant une nappe souterraine sur une durée donnée.

ALIMENTATION EN EAU POTABLE (AEP)

Ensemble des équipements, des services et des actions qui permettent, en partant d'une eau brute, de produire une eau conforme aux normes de potabilité en vigueur, distribuée ensuite aux consommateurs. On considère 5 étapes distinctes dans cette alimentation :

- prélèvements
- captages
- traitement éventuel pour potabiliser l'eau
- adduction (transport et stockage)
- distribution au consommateur.

ALTÉRATION D'UN MILIEU AQUATIQUE

Modification de l'état d'un milieu aquatique ou d'un hydrosystème, allant dans le sens d'une dégradation. Les altérations se définissent par leur nature (physique, ionique, organique, toxique, bactériologique...) et leur effet (eutrophisation, asphyxie, empoisonnement, modification des peuplements...). Le plus souvent ces altérations sont anthropiques mais elles peuvent aussi être d'origine naturelle.

ANNEXES HYDRAULIQUES

Utiliser de préférence le terme Ecosystèmes associés.

ANNONCE DES CRUES

Avertissement diffusé à l'avance par un service spécial de l'Etat (service d'annonce de crues). En cas d'alerte pluviométrique ou hydrologique (déclenchement sur dépassement de seuils), le service d'annonce des crues propose au préfet la mise en alerte des maires des bassins versants concernés. Au fur et à mesure d'une crue à débordement grave, le service d'annonce des crues diffuse, à l'intention des préfets et des maires, des bulletins de situation hydrologique et d'information sur l'évolution des hauteurs d'eau.

ANTHROPISATION

Modification du milieu naturel sous l'influence de l'homme

AQUIFÈRE

Formation géologique contenant de façon temporaire ou permanente de l'eau mobilisable, constituée de roches

perméables (formations poreuses et/ou fissurées) et capable de la restituer naturellement et/ou par exploitation (drainage, pompage...).

ARRÊTÉ DE BIOTOPE

Arrêté préfectoral pris après avis de la commission départementale des sites, il tend à favoriser sur tout ou partie du territoire d'un département la conservation des biotopes nécessaires à l'alimentation, à la reproduction, au repos ou à la survie des espèces animales et végétales à protéger. Les listes ont été fixées en application de divers arrêtés interministériels : à titre indicatif, on peut citer les poissons migrateurs, le brochet, l'écrevisse à pieds blancs et la loutre ainsi que les plantes rares nécessitant une protection.

Article R211-12 du Code Rural (Loi du 10/07/76)
Décret 77-1295 du 25/11/77
Arrêté Ministériel du 08/12/88

ASSAINISSEMENT (voir aussi Assainissement autonome et collectif)

Ensemble des techniques de collecte des eaux usées et de leur traitement avant rejet dans le milieu naturel (réseau d'assainissement et station d'épuration). Le traitement et l'élimination des boues font partis de l'assainissement. L'assainissement peut être collectif ou autonome.

ASSAINISSEMENT AUTONOME (voir aussi Assainissement)

L'assainissement autonome est d'abord défini par opposition à l'assainissement par réseaux collectifs. Il s'agit de l'ensemble des filières de traitement qui permettent d'éliminer les eaux usées d'une habitation individuelle, unifamiliale, en principe sur la parcelle portant l'habitation, sans transport des eaux usées. Une extension (plus rare) concerne le traitement des eaux usées de quelques habitations voisines sur un terrain privé. Il s'agit toujours d'assainissement autonome mais groupé. En revanche un groupement qui comporte un petit réseau de collecte et un dispositif de traitement (épandage, massif filtrant, etc) sur terrain communal est considéré comme un assainissement collectif.

ASSAINISSEMENT COLLECTIF (voir aussi Assainissement)

C'est le mode d'assainissement constitué par un réseau public de collecte et de transport des eaux usées vers un ouvrage d'épuration.

AUTO-ÉPURATION

Ensemble des processus biologiques, chimiques ou physiques permettant à un écosystème (rivière, lac, mer et océan...) de transformer lui-même les substances le plus souvent organiques qu'il produit ou qui lui sont apportées de l'extérieur. Les organismes vivants dans les milieux aquatiques jouent dans ce processus un rôle important (bactéries, protozoaires, algues, poissons...). L'auto-épuration est limitée : si les rejets concentrés de matières organiques dépassent un certain seuil, la capacité d'auto-épuration naturelle est dépassée et la pollution persiste. Par ailleurs, la présence de substances toxiques peut inhiber le phénomène d'auto-épuration.

AUTORISATION ADMINISTRATIVE

Acte de police administrative qui autorise une activité ou un aménagement (prélèvement, rejet, travaux, etc) en fixant leurs conditions d'exercice ou de réalisation et permettant à l'administration une surveillance particulière de celle-ci. Se référer notamment aux décrets procédure et nomenclature qui fixent les seuils à partir desquels est utilisée une procédure de déclaration ou d'autorisation. L'autorisation donne lieu à l'établissement d'un document d'incidence sur les milieux aquatiques et les eaux souterraines.

Décrets procédure 93-742
Nomenclature 93-743 du 29/03/93

BASSIN HYDROGÉOLOGIQUE

Aire de collecte considérée à partir d'un exutoire ou d'un ensemble d'exutoire, limitée par le contour à l'intérieur duquel se rassemblent les eaux qui s'écoulent en souterrain vers cette sortie. La limite est la ligne de partage des eaux souterraines.

BASSIN VERSANT

Surface d'alimentation d'un cours d'eau ou d'un lac. Le bassin versant se définit comme l'aire de collecte considérée à partir d'un exutoire, limitée par le contour à l'intérieur duquel se rassemblent les eaux précipitées qui s'écoulent en surface et en souterrain vers cette sortie. Aussi dans un bassin versant, il y a continuité :

- longitudinale, de l'amont vers l'aval (ruisseaux, rivières, fleuves)
- latérale, des crêtes vers le fond de la vallée
- verticale, des eaux superficielles vers des eaux

souterraines et vice versa. Les limites sont la ligne de partage des eaux superficielles.

BERGE

La berge matérialise la partie hors d'eau de la rive ; elle est caractérisée par sa forme transversale (berge en pente douce, berge abrupte...), sa composition (sableuse...), sa végétation...

BILAN DEMANDES / RESSOURCES

Bilan réalisé sur un bassin ou sous-bassin donné et pour une période déterminée entre :

- d'une part des ressources disponibles du fait des apports ou entrées d'eau prévisibles sur cette même zone pour la période considérée compte-tenu du nécessaire bon fonctionnement des écosystèmes aquatiques
- d'autre part des demandes en eau c'est-à-dire des volumes ou débits prélevés et consommés par les différents usages et nécessaires au bon fonctionnement des milieux.

BIOTOPE

Espace caractérisé par des facteurs climatiques, géographiques, physiques, morphologiques et géologiques... en équilibre constant ou cyclique et occupé par des organismes qui vivent en association spécifique (biocénose). C'est la composante non vivante (abiotique) de l'écosystème.

CHAMP D'INONDATION

(voir Zone inondable et Zone d'expansion des crues)

CHAMPS CAPTANTS

Zone englobant un ensemble d'ouvrages de captages prélevant l'eau souterraine d'une même nappe.

CHARTE

Document contractuel par lequel un ensemble de partenaires (collectivités, Etat, usagers...) s'engage à respecter des règles (comportement, action...) pour atteindre un objectif commun (par exemple résoudre des conflits d'usages sur une rivière...).

CODE DE BONNE PRATIQUE AGRICOLE (CBPA)

Au sens du décret, code qui concerne tous les aspects de la maîtrise de la fertilisation azotée. Dans ce code sont précisées les bonnes pratiques d'épandage et de stockage des fertilisants ainsi que celles relatives à la

gestion des terres et de l'irrigation. Les fertilisants y sont définis comme toute substance contenant un ou des composés azotés épandus sur les sols afin d'améliorer la croissance de la végétation, y compris les effluents d'élevage, les résidus d'élevage piscicoles et les boues d'épuration.

Article 2 du Décret 93-1038 du 27/08/93
Arrêté du 22/11/93

COMPATIBILITÉ (dans le champ de l'application de la loi sur l'eau)

"La compatibilité d'une opération ou d'une décision avec une orientation donnée suppose que cette dernière ne l'interdise pas, ou du moins qu'il n'y ait pas de contradiction entre elles ; (...) ainsi, aucune décision ou aucun programme public intervenant dans le domaine de l'eau ne devra être en contradiction avec les mesures du SDAGE". Les décisions administratives et les programmes publics concernent ici ceux de l'Etat, des collectivités territoriales et des établissements publics nationaux et locaux (l'administration s'entend donc au sens large).

Circulaire du Ministère
de l'Environnement du 12/05/95

COMPOSTAGE

Transformation en amendement de matières organiques plus ou moins fermentescibles sous l'action de micro-organismes.

CONSUMMATION NETTE

Fraction du volume d'eau superficielle ou souterraine, prélevée et non restituée au milieu aquatique (rivière ou nappe), c'est-à-dire non rejetée après usage (eau consommée par les plantes et évapotranspiration, évaporation...).

CONTRAT DE RIVIÈRE

Programme d'action sur 5 ans destiné à restaurer et à valoriser une rivière et son bassin versant. Cette procédure volontaire, concertée, coordonnée sur un périmètre d'intervention cohérent a pour principaux volets :

- la restauration de la qualité des eaux et des milieux (berges, lit...)
- la mise en valeur des milieux aquatiques, des paysages...
- la gestion équilibrée des ressources en eau
- un programme et une organisation d'entretien
- le suivi du contrat.

Il se présente sous la forme d'un contrat signé entre le Préfet ou les Préfets de département, le Directeur de

l'Agence de l'Eau du bassin et les élus du département et/ou du sous-bassin concerné, le Président du Conseil Général, les Présidents de syndicats intercommunaux, ainsi que tout autre intervenant principal à la gestion du cours d'eau. Ce contrat comprend des engagements financiers précis.

CONTRÔLE SANITAIRE DES EAUX

Contrôle portant sur toutes les eaux destinées aux usages et ayant une incidence sur la santé humaine (eau potable, eaux destinées à la boisson, aux industries alimentaires, à la baignade), sur la santé animale (abreuvement...), et qui vérifie leur conformité à des exigences réglementaires sur le plan de la consommation ou de l'hygiène humaine et animale ou, en l'absence de ces dernières, à des recommandations (normes OMS...). Les lieux de prélèvement des échantillons et les méthodes analytiques de référence utilisées pour ce contrôle sont déterminées par les autorités nationales compétentes (Ministère chargé de la Santé, chargé de l'Agriculture...).

COURS D'EAU NON DOMANIAUX

Les cours d'eau non domaniaux du domaine privé sont les cours d'eau qui ne sont pas classés comme appartenant au domaine public. Les propriétaires riverains, propriétaires de la moitié du lit, doivent en assurer l'entretien régulier.

CURAGE "VIEUX FONDS-VIEUX BORDS"

Le curage "vieux fonds, vieux bords" est l'expression consacrée des anciens règlements et usages locaux qui précisent les conditions et la périodicité avec lesquelles doit être remplie l'obligation de curage faite à chaque riverain d'un cours d'eau non domanial par l'article 98 du Code rural. Il constitue un entretien courant de la rivière par le riverain ou son ayant droit. On dit parfois "vifs fonds - vieux bords".

Article 98 du Code rural
Article 11 de la loi du 02/02/95

DDAF

Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt.

DDASS

Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales.

DDE

Direction Départementale de l'Équipement.

DÉBIT

Volume d'eau qui traverse une section transversale d'un cours d'eau par unité de temps. Les débits des cours d'eau sont exprimés en m³/s avec trois chiffres significatifs (ex : 1,92 m³/s, 19,2 m³/s, 192 m³/s). Pour les petits cours d'eau, ils sont exprimés en l/s. Les débits d'exploitation des eaux pour les usages sont suivant les cas exprimés aussi en m³/mn, m³/h, m³/j, m³/an. Il en est de même pour les débits d'eaux souterraines.

DÉBIT ANNUEL

Débit moyen sur une année : il est obtenu le plus souvent en additionnant les débits moyens journaliers de l'année et en divisant par le nombre de jours de l'année.

DÉBIT D'ÉTIAGE D'UN COURS D'EAU (voir aussi Débit)

Débit minimum d'un cours d'eau calculé sur un pas de temps donné en période de basses eaux. Ainsi pour une année donnée on parlera de :

- débit d'étiage journalier
- débit d'étiage de n jours consécutifs
- débit d'étiage de n jours non consécutifs
- débit d'étiage mensuel : moyenne des débits journaliers du mois le plus sec (QMNA).

Pour plusieurs années d'observation, le traitement statistique de série de débits d'étiage permet d'obtenir un débit d'étiage fréquentiel. La série doit avoir si possible au moins 30 observations. A titre indicatif le débit d'étiage mensuel quinquennal est le débit de récurrence 5 (QMNA 5). La récurrence égale à 5 signifie qu'après calcul sur une série d'observations, on a constaté que ce débit n'est pas dépassé une année sur cinq en moyenne. Le QMNA 5 constitue le débit d'étiage de référence pour la mise en oeuvre du décret nomenclature.

Décret nomenclature 93-743 du 29/03/93

DÉBIT MENSUEL INTERANNUAL

Moyenne arithmétique des débits mensuels d'un mois calendaire donné, calculée sur une période suffisamment longue pour être représentative. Leur traitement statistique, classement par ordre et rapport du rang des valeurs classées au nombre d'années d'observation, permet de déterminer les fréquences et les récurrences.

DÉBIT MINIMAL BIOLOGIQUE

Le débit minimal biologique d'un cours d'eau est celui qui garantit en permanence la vie, la circulation et la reproduction des espèces qui peuplent les eaux et qui assurent le bon fonctionnement de l'écosystème local. ce débit peut-être, en fonction des situations, déterminé par tronçon. La définition de sa valeur doit tenir compte des différents facteurs susceptibles de modifier l'équilibre des peuplements : qualité d'eau, état des berges et du lit, richesse et potentialités piscicoles, etc.

DÉBITS NATURELS

Débits d'un cours d'eau non perturbés par les interventions humaines.

DÉCLARATION ADMINISTRATIVE (voir aussi Autorisation administrative)

Procédure de police obligeant les particuliers désireux de mettre en place des installations, ouvrages, travaux et activités ayant notamment une incidence sur les eaux et les milieux aquatiques, à les déclarer à partir d'un certain niveau (seuils de prélèvement, rejet, dimension des enclos piscicoles, dragage, rectification du lit...). Au delà d'un autre niveau supérieur, ces activités doivent faire l'objet d'un acte d'autorisation.

Article 10 de la Loi sur l'eau 92-3
Décret nomenclature 93-743 du 29/03/93

DÉCLARATION D'UTILITÉ PUBLIQUE (DUP)

(voir aussi Utilité publique)

Acte administratif reconnaissant le caractère d'utilité publique à une opération projetée par une personne publique ou pour son compte, après avoir recueilli l'avis de la population à l'issue d'une enquête d'utilité publique. Cet acte est en particulier la condition préalable à une expropriation (pour cause d'utilité publique) qui serait rendue nécessaire pour la poursuite de l'opération.

DÉCRET

Acte réglementaire signé soit du Président de la République, soit du Premier Ministre. Les décrets dits "décrets en Conseil d'Etat", ne peuvent être pris qu'après consultation du Conseil d'Etat.

DIRECTIVE (au sens européen)

(voir aussi Directive Nitrate - Eaux résiduaires urbaines - Habitat - Qualité...)

Une directive de l'union européenne est un acte juridique qui s'adresse à un ou plusieurs Etats membres. Elle représente une sorte de loi-cadre fixant des objectifs sans prescrire à l'Etat membre par quels moyens il doit les réaliser. Les Etats destinataires ont donc une obligation quant au résultat mais sont laissés libres quant aux moyens à mettre en oeuvre pour y parvenir. Sa mise en oeuvre se réalise selon les dispositions réglementaires de sa transposition en droit national. La cour de justice européenne peut sanctionner les Etats qui ne respecteraient pas leurs obligations.

DIRECTIVE EAUX URBAINES RÉSIDUAIRES (voir aussi Zones sensibles)

Cette Directive concerne la collecte, le traitement et le rejet des eaux urbaines résiduaires ainsi que le traitement et le rejet des eaux usées provenant de certains secteurs industriels. Elle a pour objet de protéger l'environnement contre une détérioration due aux rejets des eaux résiduaires précitées. Cette directive a été transcrite en droit français par le décret du 3 juin 1994.

Directive 91-271-CEE du 21/05/91
Décret 94-469 du 03/06/94

DIRECTIVE EUROPÉENNE CONCERNANT LA QUALITÉ REQUISE AUX EAUX SUPERFICIELLES DESTINÉES À LA PRODUCTION D'EAU ALIMENTAIRE

Cette directive concerne les exigences qui permettent de s'assurer que l'eau douce superficielle utilisée ou destinée à être utilisée à la production alimentaire rencontre certaines normes et est traitée de façon appropriée avant d'être distribuée. "Les eaux souterraines, les eaux saumâtres ou les eaux destinées à la réalimentation des nappes aquifères, des nappes souterraines..." ne sont pas soumises à la présente directive. Cette directive a été transcrite en droit français par le décret du 03/01/1989. Ce décret traduit aussi d'autres directives (baignade, vie piscicole, eaux conchylicoles...).

Directive 75-440-CEE du 16/06/75
Décret 89-3 du 3/01/89

DIRECTIVE HABITAT

Cette directive doit "contribuer à assurer la biodiversité par la conservation des habitats naturels ainsi que de la

faune et de la flore sauvages sur le territoire européen". Les mesures visent à "assurer leur maintien ou leur rétablissement" en tenant compte "des exigences économiques, sociales et culturelles, ainsi que des particularités régionales et locales". Certains habitats et espèces sont jugés prioritaires parce qu'ils sont menacés à terme de disparaître. L'ensemble des listes de ces sites sélectionnés, dressées par chaque Etat membre, constituera le réseau européen "Natura 2000".

Directive 92-43-CEE du 21/05/92

DIRECTIVE NITRATES (voir aussi Zones vulnérables)

Cette directive vise à :

- réduire la pollution des eaux provoquée ou induite par les nitrates à partir de sources agricoles
 - prévenir toute nouvelle pollution de ce type.
- Elle comporte :
- la désignation de zones vulnérables avant fin 1993
 - l'établissement d'un ou plusieurs codes de bonne pratique agricole (CBPA)
 - l'établissement de programmes d'actions avant fin 1995 applicables aux zones vulnérables et incluant de manière obligatoire les mesures arrêtées dans le ou les CBPA
 - la mise en oeuvre d'un programme de surveillance de la qualité des eaux au regard des concentrations en nitrates et du degré d'eutrophisation. Elle a été en partie transcrite en droit français par le décret du 27 août 1993.

Directive 91-676-CEE du 12/12/91
Décret 93-1038 du 27/08/93

DOCUMENT D'INCIDENCE

Selon la réglementation et au sens de la loi sur l'eau de 1992 "documents indiquant, compte tenu des variations saisonnières et climatiques, les incidences de l'opération sur la ressource en eau, le milieu aquatique, l'écoulement, le niveau et la qualité des eaux, y compris de ruissellement ainsi que sur chacun des éléments mentionnés à l'article 2 de la loi du 3 janvier 1992... Ce document précise, s'il y a lieu, les mesures compensatoires ou correctives envisagées et la compatibilité du projet avec le schéma directeur ou le schéma d'aménagement et de gestion des eaux et avec les objectifs de qualité des eaux prévus par le décret du 19 décembre 1991..."

Article 2 de la Loi 92-3
Décret procédure 93-742 du 29/03/93
Décret 91-1283 du 19/12/91

99

DOCUMENT D'URBANISME (voir aussi Schéma Directeur d'Aménagement et d'Urbanisme)

Document prévisionnel et à valeur juridique qui permet de planifier l'urbanisme sur un territoire donné (commune, agglomération). Les deux documents principaux sont le Plan d'Occupation des Sols (POS) et le Schéma Directeur d'Aménagement et d'Urbanisme (SDAU), appelé aussi en urbanisme Schéma Directeur (SD).

DRAINAGE

Evacuation naturelle ou artificielle par gravité ou par pompage d'eaux superficielles ou souterraines.

EAU DE SURFACE

Toutes les eaux qui s'écoulent ou qui stagnent à la surface de l'écorce terrestre (lithosphère).

EAUX RÉSIDUAIRES (voir Eaux usées)**EAUX SOUTERRAINES (voir aussi Aquifère)**

Toutes les eaux se trouvant sous la surface du sol en contact direct avec le sol ou le sous-sol et qui transitent plus ou moins rapidement (jour, mois, année, siècle, millénaire) dans les fissures et les pores en milieu saturé ou non.

Directive 80-68-CEE du 17/12/79

EAUX USÉES (eaux résiduaires)

Eaux ayant été utilisées par l'homme. On distingue généralement les eaux usées d'origine domestique, industrielle ou agricole. Ces eaux sont rejetées dans le milieu naturel directement ou par l'intermédiaire de système de collecte avec ou sans traitement.

ECOSYSTÈME (voir aussi Hydrosystème)

Ensemble des êtres vivants (Biocénose), des éléments non vivants et des conditions climatiques et géologiques (Biotoques) qui sont liés et interagissent entre eux et qui constitue une unité fonctionnelle de base en écologie. L'écosystème aquatique est un écosystème spécifique des milieux aquatiques décrit généralement par :

- les êtres vivants qui en font partie
- la nature du lit et des berges
- les caractéristiques du bassin versant
- le régime hydraulique
- la physico-chimie de l'eau.

ENTRETIEN DES COURS D'EAU

Ensemble des actions courantes et régulières visant à conserver d'une part les potentialités de l'écosystème :

- biotope, habitat et reproduction des espèces
- écoulement des eaux dans certains tronçons
- stabilisation des rives
- filtration des eaux et d'autre part à satisfaire les usages locaux (navigation, loisirs, pêches, paysages...) et à protéger les infrastructures et les zones urbanisées.

EPANDAGE DES BOUES

Opération qui consiste à répandre des boues (boues d'épuration, de curage...) à la surface du sol, en vue de leur dégradation biologique par les micro-organismes du sol et/ou de son utilisation par la flore ou la culture présente sur ce sol.

ESPACE DE LIBERTÉ

Espace du lit majeur à l'intérieur duquel le ou les che-naux fluviaux assurent des translations latérales permettant la mobilisation des sédiments ainsi que le fonctionnement des écosystèmes aquatiques et terrestres.

ETIAGE (voir Période d'étiage et Débit d'étiage d'un cours d'eau)**EUTROPHISATION**

Enrichissement des cours d'eau et des plans d'eau en éléments nutritifs, essentiellement le phosphore et l'azote qui constituent un véritable engrais pour les plantes aquatiques. Elle se manifeste par la prolifération excessive des végétaux dont la décomposition provoque une diminution notable de la teneur en oxygène. Il s'en suit, entre autres, une diversité animale et végétale amoindrie et des usages perturbés (Alimentation en Eau Potable -AEP, loisirs...).

FERTILISATION RAISONNÉE (voir aussi Code de Bonne Pratique Agricole)

C'est une fertilisation qui cherche à intégrer les respects environnementaux notamment ceux relatifs à la préservation et à la restauration de la qualité des eaux et des sols. Par exemple pour les nitrates cela consiste à déterminer avec soin la quantité et les modalités de leur épandage sur une parcelle en prévision des besoins de culture et afin de limiter les risques de pollution des eaux par migration des excédents.

FONCTIONNEMENT DES HYDROSYSTÈMES (voir aussi Hydrosystème)

Ensemble des phénomènes physiques (hydrauliques, érosifs...), biologiques et de leurs interactions qui ont lieu au sein de l'hydrosystème. Ainsi la grande diversité des communautés végétales et animales (biocénoses) ne s'exprime que grâce à la dynamique fluviale (alternance de crue et d'étiage, de dépôts et d'érosion...). Ces phénomènes sont influencés par les différents usages et peuvent contribuer à leur satisfaction.

FRAYÈRE

Lieu de reproduction des poissons.

GESTION CONCERTÉE (dans le domaine de l'eau)

Démarche visant à arrêter des décisions en associant les acteurs concernés, et notamment les utilisateurs, sur un problème de gestion de l'eau.

GESTION ÉQUILIBRÉE

Selon la Loi sur l'eau de 1992, gestion visant à "assurer la préservation des écosystèmes aquatiques, des sites et des zones humides, la protection contre les pollutions et la restauration de la qualité des eaux (...), le développement et la protection de la ressource en eau, la valorisation de l'eau comme ressource économique et la répartition de cette ressource, et ce de façon à concilier et à satisfaire les différents usages, activités ou travaux liés à l'eau (...)".

Loi sur l'eau 92-3 du 03/01/92

GESTION INTÉGRÉE

Gestion qui implique à l'échelle d'une unité hydrographique cohérente, d'une part une concertation et une organisation de l'ensemble des acteurs ainsi qu'une coordination des actes d'aménagement et de gestion (politiques sectorielles, programmation...), d'autre part de favoriser une synergie entre le bon fonctionnement des écosystèmes aquatiques et la satisfaction des usages. La gestion intégrée vise à optimiser les actions pour atteindre une gestion équilibrée.

Loi sur l'eau 92-3 du 03/01/

HALIEUTIQUE

Qualifie toutes les activités relevant de la pêche sous toutes ses formes, professionnelle ou de loisirs, en eau douce ou marine.

INDICE BIOLOGIQUE GLOBAL NORMALISÉ (IBGN)

Note de 0 à 20 attribuée au niveau d'une station de mesure après étude du peuplement d'invertébrés aquatiques. La valeur de cet indice dépend à la fois de la qualité du milieu physique (structure du fond, état des berges...) et de la qualité de l'eau ; elle prend toute sa signification avec l'interprétation indispensable qui doit en être faite.

Norme NF T90-350

INFILTRATION EFFICACE

Quantité d'eau infiltrée parvenant jusqu'à la nappe et contribuant à l'alimentation de celle-ci ; elle est parfois exprimée en pourcentage par rapport à la quantité d'eau reçue en surface pendant la durée de référence.

INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Les installations visées sont définies dans la nomenclature des installations classées établies par décret en Conseil d'Etat, pris sur le rapport du Ministre chargé des installations classées, après avis du conseil supérieur des installations classées. Ce décret soumet les installations à autorisation ou à déclaration suivant la gravité des dangers ou des inconvénients que peut présenter leur exploitation. Sont soumis aux dispositions de la loi "Installées classées" du 19 juillet 1976, les usines, ateliers, dépôts, chantiers et d'une manière générale les installations exploitées ou détenues par toute personne physique ou morale, publique ou privée, qui peuvent présenter des dangers ou des inconvénients soit pour la commodité du voisinage, soit pour la santé, la sécurité, la salubrité publique, soit pour l'agriculture, soit pour la protection de la nature et de l'environnement, soit pour la conservation des sites et des monuments. Les dispositions de la présente loi sont également applicables aux exploitations de carrières aux sens des articles 1er et 4 du code minier.

Loi 76-663 du 19/07/76

IRRIGATION RAISONNÉE

Pratique qui consiste à faire un bon usage de l'eau d'irrigation avec des apports d'eau calculés pour assurer une production agricole optimale. Elle vise à éviter les gaspillages et le drainage de substances pouvant être polluantes du fait des excès d'eau.

LIT MAJEUR D'UN COURS D'EAU

Lit maximum qu'occupe un cours d'eau dans lequel l'écoulement ne s'effectue que temporairement lors du débordement des eaux hors du lit mineur en période de très hautes eaux en particulier lors de la plus grande crue historique.

LIT MINEUR D'UN COURS D'EAU

Partie du lit compris entre des berges franches ou bien marquées dans laquelle l'intégralité de l'écoulement s'effectue la quasi totalité du temps en dehors des périodes de très hautes eaux et de crues débordantes. Dans le cas d'un lit en tresse, il peut y avoir plusieurs chenaux d'écoulement.

MAÎTRE D'ŒUVRE

Personne, entreprise qui est chargée de diriger la réalisation d'un ouvrage ou des travaux pour le compte du maître de l'ouvrage.

MAÎTRE D'OUVRAGE

Personne publique ou privée pour le compte de laquelle des travaux ou des ouvrages sont réalisés. Responsable de la bonne utilisation des fonds, il effectue le paiement des travaux et opérations.

MESURES AGRI-ENVIRONNEMENTALES

Ces mesures visent une meilleure prise en compte de l'environnement (protection des eaux...) dans les pratiques agricoles, par :

- encouragement aux agriculteurs limitant l'utilisation d'engrais et de pesticides
- encouragement à la réduction des troupeaux pour atténuer la pollution par effluents d'élevage
- encouragement aux agriculteurs adoptant des pratiques améliorant la qualité du milieu rural ou l'entretien des terres abandonnées
- encouragement au gel de terres agricoles sur 20 ans à des fins écologiques
- lancement des Plans de Développement Durable (PDD) à titre expérimental en 1993, visant à globaliser les diverses aides agri-environnementales évoquées et d'autres aides relatives au développement.

Ces mesures se traduisent par des aides ou des rémunérations accordées aux agriculteurs ayant des pratiques agricoles respectueuses de l'environnement sous la forme d'un engagement contractuel entre l'Etat, la CEE et des exploitants agricoles pour une durée de 5 à

10 ans (voire 20 ans).

MICROPOLLUANT

Polluant présent généralement en faible concentration dans un milieu donné (de l'ordre du microgramme (µg) au milligramme (mg) par litre ou par kilogramme) et qui peut avoir un impact notable sur les usages et les écosystèmes.

MILIEU

Terme général peu précis scientifiquement, utilisé pour désigner un ensemble présentant des conditions de vie particulières : milieu aquatique, milieu fluvial, milieu estuarien, milieu lacustre, milieu terrestre (forestier, montagnard...) etc.

MISSION INTERSERVICE DE L'EAU (MISE)

Structure de coordination des services de l'Etat (Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales - DDASS, Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt - DDAF, Direction Départementale de l'Équipement - DDE...) qui vise à améliorer la lisibilité, l'efficacité et la cohérence de l'action administrative principalement de l'exercice de la police de l'eau en matière de gestion de l'eau et des milieux aquatiques.

NAPPE ALLUVIALE

Volume d'eau souterraine contenu dans des terrains alluviaux, en général libre et souvent en relation avec un cours d'eau.

NAPPE LIBRE

Volume d'eau souterraine dont la surface est libre c'est-à-dire à la pression atmosphérique.

NAPPE PHRÉATIQUE

Première nappe rencontrée lors du creusement d'un puits. Nappe généralement libre, c'est-à-dire dont la surface est à la pression atmosphérique. Elle peut également être en charge (sous pression) si les terrains de couverture sont peu perméables. Elle circule, lorsqu'elle est libre, dans un aquifère comportant une zone non saturée proche du niveau du sol.

NIVEAU PIÉZOMÉTRIQUE

Niveau atteint par l'eau dans un tube atteignant la nappe. Il peut être reporté sur une carte piézométrique.

OBJECTIFS DE QUALITÉ (voir aussi Carte départementale des objectifs de qualité)

Niveau de qualité fixé pour un tronçon de cours d'eau à une échéance déterminée, afin que celui-ci puisse remplir la ou les fonctions jugées prioritaires (eau potabilisable, baignade, vie piscicole, équilibre biologique...). Se traduit aujourd'hui par une liste de valeurs à ne pas dépasser pour un certain nombre de paramètres avec un certain degré de tolérance (nombre de jours dans l'année ou un dépassement est toléré).

OPPOSABILITÉ (au sens du SDAGE)

Notion juridique selon laquelle les SDAGE ne sont pas directement opposables aux tiers mais le sont à l'égard de l'administration entendue au sens large y compris les collectivités locales, les établissements publics de l'Etat nationaux et locaux, etc. qui doit veiller à prendre des décisions dans le domaine de l'eau compatibles avec le SDAGE concerné et prendre en compte les orientations fondamentales du SDAGE lors de décisions intervenant en dehors du domaine de l'eau.

ORIENTATIONS FONDAMENTALES

Selon l'article 3 de la Loi sur l'eau, il s'agit des orientations définies dans le SDAGE pour la gestion équilibrée à l'échelle d'un bassin.

PATRIMOINE (au sens eau patrimoniale)

Terme employé dans l'article 1 de la Loi sur l'eau pour insister sur la nécessité de préserver la richesse, le capital ressource existant pour les générations futures.

PER (voir Plan de Prévention des Risques naturels prévisibles)**PÉRIMÈTRE DE PROTECTION DE CAPTAGE D'EAU POTABLE**

Limite de l'espace réservé réglementairement autour des captages utilisés pour l'alimentation en eau potable, après avis d'un hydrogéologue agréé. Les activités artisanales, agricoles et industrielles, les constructions y sont interdites ou réglementées afin de préserver la ressource en eau, en évitant des pollutions chroniques ou accidentelles. On peut distinguer réglementairement trois périmètres :

- le périmètre de protection immédiate où les contraintes sont fortes (possibilités d'interdiction d'activités)

- le périmètre de protection rapprochée où les activités sont restreintes
- le périmètre éloigné pour garantir la pérennité de la ressource.

PÉRIMÈTRE DU SAGE

Délimitation géographique du champ d'application d'un schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE). Ce périmètre s'inscrit à l'intérieur d'un groupement de sous-bassins ou d'un sous-bassin correspondant à une unité hydrographique ou à un système aquifère. Il est déterminé par le Schéma Directeur d'Aménagement ou de Gestion des Eaux ou à défaut arrêté par le représentant de l'Etat après consultation ou sur proposition des collectivités territoriales et après consultation du comité de bassin.

Article 5 de la Loi sur l'eau 92-3

PLAN DE PRÉVENTION DES RISQUES NATURELS PRÉVISIBLES (PPR)

Document qui délimite les zones exposées aux risques (inondations, mouvements de terrain, avalanches...) et définit des mesures de prévention, protection et sauvegarde des personnes et des biens vis-à-vis de l'impact néfaste des événements exceptionnels. Ce plan est arrêté par le Préfet après enquête publique et avis des conseils municipaux des communes concernées. Il est annexé au POS (Plan d'Occupation des Sols). Sa procédure d'élaboration est plus légère que celle des plans existants auparavant (Plan d'Exposition au Risque-PER, Plan de Surface Submersible-PSS). Des sanctions sont prévues en cas de non application des prescriptions du plan.

Article 16 de la Loi 95-101 du 02/02/95 insérant les articles 40-1 à 40-7 au début du chapitre IV de la Loi 87-565 du 22/07/87 relative à l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs

PLAN DE SURFACE SUBMERSIBLE (PSS)

(voir aussi Plan de Prévention des Risques naturels prévisibles- PPR)

Document instaurant une servitude d'utilité publique affectant l'utilisation du sol. Il permet à l'administration de s'opposer à toute action ou ouvrage susceptibles de faire obstacle au libre écoulement des eaux ou à la conservation des champs d'inondation. Les PSS valent plan de prévention des risques naturels prévisibles

à compter de la publication du décret prévu à l'article 40-7 de la Loi "Barnier".

Article 48 à 54 du Code du domaine public fluvial et de la navigation intérieure
Article 40-6 de la Loi 95-101 du 02/02/95 relative au renforcement de la protection de l'environnement (Loi Barnier)

POLLUTION ACCIDENTELLE

Pollution caractérisée par l'imprévisibilité sur :

- le moment de l'accident
- le lieu de l'accident
- le type de polluant
- la quantité déversée
- les circonstances de l'accident
- les conséquences de l'accident.

Cette forme de pollution se distingue des pollutions chroniques.

POLLUTION CHRONIQUE

Pollution permanente ou épisodique, connue ou prévisible, qui peut être très variable dans le temps.

POLLUTION DE L'EAU

Rejet de substances ou d'énergie effectué ou non par l'homme dans le milieu aquatique, directement ou indirectement, et ayant des conséquences de nature à mettre en danger la santé humaine, à nuire aux ressources vivantes et au système écologique aquatique, à porter atteinte aux agréments ou à gêner d'autres utilisations légitimes des eaux.

Directive 76-464-CEE du 04/05/76 concernant la pollution causée par certaines substances dangereuses

POLLUTION DIFFUSE

Pollution dont la ou les origines peuvent être généralement connues mais pour lesquelles il est impossible de repérer géographiquement l'aboutissement dans les milieux aquatiques et les formations aquifères.

POLLUTION DISPERSÉE

Ensemble des pollutions provenant de plusieurs ou de nombreux sites ponctuels. Elle est d'autant plus préjudiciable que le nombre de sites concernés est important.

POLLUTION PONCTUELLE

Pollution provenant d'un site unique, par exemple point de rejet d'un effluent, zone contaminée...

POLLUTION TOXIQUE

Pollution par des substances à risque toxique qui peuvent, en fonction de leur teneur, affecter gravement et durablement les organismes vivants. Ils peuvent conduire à une mort différée voire immédiate, à des troubles de reproduction, ou à un dérèglement significatif des fonctions biologiques (troubles de reproduction...). Les principaux toxiques rencontrés dans l'environnement lors des pollutions chroniques ou aiguës sont généralement des métaux lourds (plomb, mercure, cadmium, zinc...), des halogènes (chlore, brome, fluor, iode), des molécules organiques complexes d'origine synthétique (pesticides...) ou naturelle (hydrocarbures).

POS

Plan d'Occupation des Sols.

PRINCIPE DE PRÉCAUTION

Selon la Loi dite Loi Barnier, "Principe selon lequel l'absence de certitudes, compte-tenu des connaissances scientifiques et techniques du moment ne doit pas retarder l'adoption de mesures effectives et proportionnées visant à prévenir un risque de dommages graves et irréversibles à l'environnement, à un coût économiquement acceptable".

Loi 95-101 du 02/02/95

PRISE EN COMPTE

"Notion qui implique que la décision concernée ne méconnaisse pas les mesures du SDAGE sous peine d'encourir le reproche d'erreur manifeste d'appréciation par le juge administratif". Les décisions administratives concernent ici celles de l'Etat, des collectivités territoriales et des établissements publics nationaux et locaux (l'administration s'entend donc au sens large).

Circulaire du Ministère de l'Environnement du 12/05/95

PROGRAMME D'ASSAINISSEMENT

Selon le décret de 3 juin 1994 relatif aux eaux résiduaires urbaines, programme qui doit être élaboré par chaque commune dont le territoire est compris en totalité ou en partie dans une agglomération produisant une charge brute de pollution organique supérieure à

120 kilogrammes par jour. Ce programme comporte un diagnostic du système d'assainissement existant et l'indication des objectifs et des moyens à mettre en place en vertu des objectifs de réduction des flux de substances polluantes et des obligations fixées dans le décret précité.

Décret 94-469 du 03/06/94

PROTECTION DES BERGES

Action visant à réduire tout type d'érosions des berges. Suivant l'objectif et les forces hydrauliques s'exerçant sur la berge, diverses méthodes allant du génie végétal à des interventions plus lourdes (perrés maçonnés, gabions, palplanches...) peuvent être utilisées.

QUALITÉ MICROBIOLOGIQUE

Etat de l'eau caractérisé par un niveau de présence de micro-organismes (virus, bactéries, protozoaires...) pouvant induire un risque sanitaire plus ou moins grand.

REJETS

Actions de jeter, déverser ou laisser s'écouler dans les eaux superficielles, souterraines ou les eaux de mer une ou des substances quelconques. Ces rejets peuvent être d'origine industrielle, domestique (collectivité urbaine...), agricole (élevages...). Ils peuvent être ponctuels ou diffus.

RELATION RIVIÈRE-NAPPE

Echange d'eau dans un sens ou dans l'autre entre une nappe et un cours d'eau. Suivant le niveau de la ligne d'eau, et les saisons, la nappe alimente le cours d'eau ou est alimentée par celui-ci notamment lors des inondations. Dans le cas de karst ces relations sont importantes et localisées.

RÉSEAU DE MESURE

Ensemble de stations de mesure correspondant à une finalité particulière (mesure de débits, mesure de niveaux...) et faisant l'objet d'un suivi régulier. Une station de mesure peut être utilisée dans le cadre de plusieurs réseaux de mesure, mais également pour des études particulières, voire ponctuelles (Réseau hydro-métrique, Réseau National de Bassin - RNB, Réseau piézométrique de surveillance...).

RIPISYLVE

Formations végétales qui se développent sur les bords des cours d'eau ou des plans d'eau situés dans la zone

frontière entre l'eau et la terre (écotones). Elles sont constituées de peuplements particuliers du fait de la présence d'eau pendant des périodes plus ou moins longues (saules, aulnes, frênes en bordure, érables et ormes plus en hauteur, chênes pédonculés, charmes sur le haut des berges).

RISQUE LIÉ AUX ZONES INONDABLES (voir aussi Zone inondable)

Atteintes à la vie, à la santé ou dommages qui peuvent se produire dans les zones inondables. Dans celles-ci, on peut distinguer plusieurs niveaux de risques en fonction de la gravité des dommages à craindre compte-tenu de la hauteur de submersion, de la vitesse du courant (pour la crue considérée) et de la vulnérabilité des sites exposés.

RISQUE SANITAIRE

Danger ou inconvénient (immédiat ou à long terme) plus ou moins probable auquel la santé publique est exposée. L'identification et l'analyse des risques, liées à un phénomène (inondation, contamination...), permettent généralement de prévoir son impact sur la santé publique.

SCHÉMA DÉPARTEMENTAL DE VOCATION PISCICOLE (SDVP)

Document départemental d'orientation de l'action publique en matière de gestion et de préservation des milieux aquatiques et de la faune piscicole. Il est approuvé par arrêté préfectoral après avis du Conseil Général. Il dresse le bilan de l'état des cours d'eau et définit les objectifs et les actions prioritaires.

SCHÉMA DÉPARTEMENTAL DES CARRIÈRES

Document qui définit les conditions générales d'implantation des carrières dans les départements. Instauré par la loi du 4 janvier 1993, il est établi par la Commission Départementale des carrières et fait l'objet d'un arrêté préfectoral. Ce schéma prend en compte "l'intérêt économique national, les ressources, les besoins en matériaux du département et des départements voisins, la protection des paysages, des sites et des milieux naturels sensibles, la nécessité d'une gestion équilibrée de l'espace, tout en favorisant une utilisation économe des matières premières".

Loi 93-3 du 04/01/93 relative aux carrières

SCHÉMA DIRECTEUR D'AMÉNAGEMENT ET D'URBANISME (SDAU)

Document de planification à valeur réglementaire fixant pour une agglomération des orientations fondamentales et harmonisant les programmes de l'Etat ainsi que ceux des collectivités locales et des établissements et services publics. Il constitue ainsi un cadre de cohérence pour les actions en matière d'extension de l'urbanisation et de la restructuration des espaces urbanisés. Dans le code de l'urbanisme, l'expression "le Schéma Directeur d'Aménagement et d'Urbanisme" a été remplacé par l'expression "Schéma Directeur".

Article 75 de la Loi 83-8 du 07/01/83

SCHÉMA PISCICOLE (voir Schéma Départemental de Vocation Piscicole - SDVP)

SÉCURITÉ D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE

Ensemble des mesures internes à une unité de distribution (système AEP) visant à alimenter les usagers dans des situations critiques ou de crise (pollution accidentelle de la ressource...) : interconnexions de réseaux, recours à des ressources d'eau différentes... Ces solutions de secours à mettre en oeuvre doivent être énumérées dans le plan de secours spécialisé élaboré par l'administration départementale. Par extension, il s'agit d'être capable d'assurer l'approvisionnement en eau potable des populations dans toutes les circonstances.

Circulaire du Ministère de l'Intérieur du 27/09/88 complétant la circulaire du 18/02/85 sur l'alimentation de secours en eau potable

SITE POLLUÉ

Site dont le sol ou le sous-sol ou les eaux souterraines ont été pollués par d'anciens dépôts de déchets ou l'infiltration de substances polluantes, cette pollution étant susceptible de provoquer une nuisance ou un risque pérenne pour les personnes ou l'environnement. Ces pollutions sont souvent dues à d'anciennes pratiques sommaires d'élimination des déchets, mais aussi à des fuites ou des épandages fortuits ou accidentels de produits chimiques.

SOUTIEN D'ÉTIAGE

Action d'augmenter le débit d'un cours d'eau en période d'étiage à partir d'un ouvrage hydraulique (barrage réservoir ou transfert par gravité ou par pompage...).

SYSTÈME AQUIFÈRE

Ensemble de terrains aquifères constituant une unité hydrogéologique. Ses caractères hydrodynamiques lui confèrent une quasi-indépendance hydraulique (non propagation d'effets en dehors de ses limites). Il constitue donc à ce titre une entité pour la gestion de l'eau souterraine qu'il renferme.

SYSTÈME D'ASSAINISSEMENT

Ensemble des équipements de collecte et de traitement des eaux usées. On entend ici par eaux usées celles qui sont issues des réseaux des collectivités auxquels peuvent être raccordées des industries ou des installations agricoles.

Décret 94-469 du 03/06/94

SYSTÈME SÉPARATIF

Système d'assainissement formé de deux réseaux distincts, l'un pour les eaux usées, l'autre pour les eaux pluviales. C'est un système usuel depuis les années 1970, le réseau d'eaux usées étant seul raccordé à la station d'épuration, le réseau d'eaux pluviales déversant les eaux généralement directement vers un cours d'eau.

SYSTÈME UNITAIRE

Système d'assainissement formé d'un réseau unique dans lequel les eaux usées et les eaux pluviales sont mélangées et dirigées vers la station d'épuration quand elle existe. Pendant les périodes pluvieuses, une partie du mélange (trop plein) peut être rejetée par les déversoirs d'orage.

UNITÉ DE DISTRIBUTION D'EAU POTABLE

Zone géographique où un réseau d'eau est exploité par la même personne morale, et appartient à la même unité administrative (syndicat ou commune). De plus, il s'agit d'une zone où la qualité de l'eau distribuée est relativement homogène.

USAGE DOMESTIQUE DE L'EAU

Prélèvement et rejet destiné exclusivement à la satisfaction des besoins des personnes physiques propriétaires ou locataires des installations et de ceux des personnes résidant habituellement sous leur toit, dans les limites des quantités d'eau nécessaires à l'alimentation humaine, aux soins d'hygiène, au lavage et aux productions végétales ou animales réservées à la consommation familiale de ces personnes. Est assimilé à un usage domestique de l'eau tout prélèvement inférieur ou égal à 40 m³ /j.

Article 10 de la Loi sur l'eau 92-3

USAGES DE L'EAU

Actions d'utilisation de l'eau par l'homme (usages eau potable, industriel, agricole, loisir, culture...).

UTILITÉ PUBLIQUE (voir aussi DUP)

Intérêt général au nom duquel l'Etat confère un avantage (reconnaissance d'utilité publique) ou impose une sujétion (servitude d'utilité publique, expropriation pour cause d'utilité publique).

VANTELLERIE

Ouvrages de régulation et de débits (vannes, seuils...).

VULNÉRABILITÉ

Au sens général pour des unités de distribution : fragilité ou susceptibilité d'un "milieu-cible" ou d'un système donné face à un aléa donné.

Au sens de la "directive Nitrates : voir "Zone vulnérable".

Au sens de la gestion des risques : voir "Risque lié aux zones inondables".

Directive "Nitrates" 91-676-CEE du 12/12/91

ZNIEFF (Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique, Faunistique ou Floristique)

Zones naturelles présentant un intérêt écologique, faunistique ou floristique particulier ayant fait l'objet d'un inventaire scientifique national sous l'autorité du Muséum National d'Histoire Naturelle pour le compte du Ministère de l'Environnement. Deux types sont ainsi recensés :

- les zones de type I d'intérêt biologique remarquable
- les zones de type II recouvrant les grands ensembles naturels.

A ce jour, l'inventaire des ZNIEFF concerne par exemple : les zones humides, les cours d'eau, les marais, les tourbières, les landes...

ZONES HUMIDES

Selon la loi sur l'eau, "Terrains exploités ou non, habituellement inondés ou gorgés d'eau douce, salée ou saumâtre de façon permanente ou temporaire". Ces zones sont des espaces de transition entre la terre et l'eau (ce sont des écotones). Comme tous ces types d'espaces particuliers, il présente une forte potentialité biologique (faune et flore spécifique) et ont un rôle de régulation de l'écoulement et d'amélioration de la qualité des eaux.

Article 2 de la Loi sur l'eau 92-3

ZONE INONDABLE (voir aussi Crue et Zone d'expansion des crues)

Zone où peuvent s'étaler les débordements de crues, dans le lit majeur et qui joue un rôle important dans l'écroulement des crues. La cartographie de ces zones inondables permet d'avoir une meilleure gestion de l'occupation des sols dans les vallées.

ZONE SENSIBLE (au sens de la directive européenne)

Bassin versant dont des masses d'eau significatives à l'échelle du bassin, sont particulièrement sensibles aux pollutions. Il s'agit notamment de celles qui sont sujet à l'eutrophisation et dans lesquelles les rejets de phosphore, d'azote, ou de ces deux substances, doivent être réduits. Les cartes des zones sensibles ont été arrêtées par le Ministre chargé de l'Environnement et sont actualisées au moins tous les 4 ans dans les conditions prévues pour leur élaboration.

Directive 91-271-CEE du 21/05/91
Article 7 du Décret 94-469 du 03/06/94

ZONES VULNÉRABLES (au sens de la directive européenne "Nitrates")

"Zones désignées comme vulnérables" compte-tenu notamment des caractéristiques des terres et des eaux ainsi que de l'ensemble des données disponibles sur la teneur en nitrate des eaux. Les zones qui alimentent les eaux sont ainsi définies :

- 1) atteintes par la pollution :
 - les eaux souterraines et les eaux douces superficielles, notamment celles servant au captage d'eau destinée à la consommation humaine, dont la teneur en nitrate est supérieure à 50 milligram-

- mes par litre
- les eaux des estuaires, les eaux côtières et

marines et les eaux douces superficielles qui ont subi une eutrophisation susceptible d'être combattue de manière efficace par une réduction des apports en azote

- 2) menacées par la pollution :

- les eaux souterraines et les eaux douces superficielles, notamment celles servant au captage d'eau destinée à la consommation humaine, dont la teneur en nitrate est comprise entre 40 et 50 milligrammes par litre et montre une tendance à la hausse
- les eaux des estuaires, les eaux côtières et marines et les eaux douces superficielles dont les principales caractéristiques montrent une tendance à une eutrophisation susceptible d'être combattue de manière efficace par une réduction des apports en azote.

Le préfet coordonnateur de bassin après avis du Comité de Bassin a arrêté la délimitation des zones vulnérables. Cette délimitation fait l'objet d'un réexamen au moins tous les 4 ans.

Directive 91-676-CEE du 12/12/91
Circulaire du ministère de
l'Environnement du 05/11/92